

## Les quartiers de la ville durable : éléments d'une critique en légitimité

### *Synthèse de l'atelier 2* *Comment vit-on dans les quartiers en transition* *(modes d'habiter, vivre ensemble, gestion urbaine...)?*

*François Rochon, coordination des Rencontres nationales du logement et de l'habitat*

### Synthèse

Le sujet de l'atelier portait d'une évidence : la ville durable est en marche, des quartiers entament cette transition. Ils constituent les terrains privilégiés pour observer les pratiques émergentes, les innovations de gestion, les inflexions des modes d'habiter et les nouvelles formes de culture du vivre ensemble. On les voit spontanément comme les laboratoires des solutions face au défi climatique, lesquels seraient a fortiori des solutions face aux problématiques urbaines, aux difficultés sociales voire économiques, puisque la dimension environnementale surplombe l'ensemble des dimensions qui font la dynamique des sociétés. Cette présentation, aussi logique que répandue, tient sa cohérence d'un substrat implicite, que les interventions des chercheurs et des professionnels se sont appliquées à mettre en relief. Les analyses s'avèrent particulièrement critiques : elles soulèvent des limites théoriques qui peuvent conduire à des injonctions spécieuses, jusqu'à la violence symbolique la plus consommée. Des réserves apparaissent sur ces quartiers en transition. Mais elles ne portent plus sur le « Comment vit-on ? » une question orientée sur l'écart entre la réalité et ce qui avait été prévu ou seulement espéré. Parce que l'essentiel du sujet porte plutôt sur la méthode qui conduit à déterminer ce qui avait été prévu, et le modèle qui permet de définir ce qui pourrait être espéré. Il s'ensuit que le champ pourtant large de l'urbanisme semble ne pas suffire : les échanges se concluent presque sur un besoin de philosophie politique.

### Introduction

L'atelier était consacré aux quartiers en transition et aux pratiques de transition dans les quartiers en général : collecte sélective, compostage collectif, jardins partagés, mobilités douces, éco-quartiers...les aménagements urbains se développent afin d'encourager des pratiques plus respectueuses de l'environnement et des ressources naturelles et un renforcement de la cohésion sociale. Comment les pratiques des habitants évoluent-elles, comment les modes d'habiter s'adaptent, se recomposent, comment se construisent des dynamiques collectives à l'échelle des quartiers en transition ?

### La question environnementale se substitue à la question sociale

Le premier moment, consacré à l'état de la recherche sur la problématique, s'est appliqué à décrire ce que signifie « habiter » et « faire habiter la ville durable », pour resituer dans leur contexte des travaux désormais nombreux. **Jérôme Boissonade** indique que la ville durable définit une catégorie d'action, qui permet des pratiques transversales de la ville avec différents acteurs (architectes, urbanistes, bailleurs, responsables politiques, habitants...). Pourtant, le recours à la notion de transition provient en fait du constat d'un échec. Celui du développement durable à juguler une économie basée sur les énergies fossiles productrice de CO<sup>2</sup>. Le dérèglement climatique est donc devenu une réalité immédiate qui provoque la nécessaire transition de nos sociétés. L'étape suivante étant celle de la résilience, lorsqu'il s'agit d'absorber les aléas et s'adapter aux nouveaux risques en maîtrisant la vulnérabilité. La notion de transition est employée avec un caractère total, elle se décline dans plusieurs dimensions. C'est pourquoi elle vient

modifier l'approche de la ville durable, qui jusqu'à présent était apparue comme la réponse appropriée. En témoigne l'attrait pour les écoquartiers de référence Vauban et Bedzed. On ne compte plus les travaux sur ces deux opérations emblématiques. Elles sont devenues un passage obligé pour qui veut mettre en œuvre un écoquartier en France. Dès les années 1960, on peut noter des projets qui aspirent avant l'heure au développement durable, en se positionnant contre une ville vue à partir de ses nuisances. Ce n'est que plus tard, avec le protocole de Rio ou la charte d'Aalborg par exemple, que l'urbanisme d'inspiration écologique en vient à voir la ville durable différemment. La ville durable participe à une transformation urbaine qui est aussi de nature anthropologique. Elle développe en effet, la relation des sociétés à l'environnement et traduit l'ambition d'une transformation conjointe de l'urbain et des comportements.

De façon schématique, deux logiques de projet peuvent être distinguées. Dans un cas, les transformations qu'impose le développement durable sont si importantes et profondes qu'elles ne peuvent s'envisager sans la population. L'initiative des habitants est alors mise en avant. Les problèmes qui sont définis doivent trouver leurs solutions par les habitants, ce qui suppose des moyens et des méthodes. Dans l'autre cas, la situation est considérée comme trop grave et surtout trop urgente pour laisser le temps de l'appropriation. Le palliatif est la pédagogie. Seule une réponse volontariste au niveau institutionnel et industriel reste à la mesure des problèmes de la planète. En France, c'est le second modèle qui a été plutôt valorisé. Les écoquartiers sont apparus de façon plus ou moins autonome. La population devient alors simplement l'un des maillons du bouclage des projets, qui ne doit pas menacer l'équilibre de l'ensemble. Une adhésion est alors nécessaire, quand dans l'autre logique cette question était sans objet, puisque l'initiative partait des habitants. Ainsi, un enjeu particulier apparaît que la recherche s'est appropriée en s'intéressant à l'injonction systémique. En d'autres termes, toutes ces populations sont potentiellement déviantes, puisqu'elles sont censées adopter un modèle qu'elles n'ont pas elles-mêmes généré. Le volet énergétique l'illustre très directement, parce qu'il pose problème aux acteurs à cause de l'effet rebond. Il confronte le fonctionnement d'un système avec les comportements ordinaires. Ces derniers correspondent-ils bien aux pratiques attendues ?

La ville durable a également changé d'échelle, avec en parallèle une évolution du cadre sémantique. Il ne s'agit plus de construire des maisons à énergie solaire grâce à l'architecture bioclimatique, son bardage bois et ses réseaux intelligents, des années 1970, 1980. Puisque la ville durable retrouve la ville, elle concerne l'échelle du quartier, c'est le passage aux écoquartiers. Plus récemment, le périmètre s'élargit avec le concept, apparaissent les écocités et les smartcities. Les objets emblématiques de la ville durable ont évolué, de même que le « pas de temps » des projets, et donc le rythme de l'action publique. Elle percute de nouveaux grands sujets, comme le big data, avec la carte vitale du bâtiment par exemple. La ville durable a fini par changer de nature, ce qui ne va pas sans production de points aveugles de la réflexion. L'écoquartier est légitimé par son caractère exemplaire vis à vis du reste de l'urbain. Par contre, est passé sous silence ce qui permet de le relier au reste de l'urbain, ou de diffuser la ville durable au-delà de son périmètre. Le peuplement de ces quartiers est peu connu à travers des études fines, en particulier sous l'angle du vivre ensemble et de l'analyse de la diversité supposée de ses habitants. Les programmes des opérations d'écoquartiers multiplient les critères et les certifications diverses, dans le but de garantir les objectifs par rapport aux incertitudes de l'urbain. Pourtant, c'est la qualité même de la ville durable de générer de l'empowerment : elle vise à réunir les conditions pour qu'une population se prenne en main, suscite du commun, se voit en communauté. Il s'agit là d'une condition pour la pérennité d'un projet. Or, l'espace de l'écoquartier part souvent d'un espace référentiel, aux propriétés mesurables censées produire des régularités prédictives, qui pourraient canaliser l'ordinaire et donc prévenir les événements. Un cadrage de la spontanéité s'installe. Il part d'un repérage et de la qualification des comportements habitants, qui peuvent conduire à une aseptisation des ambiances. A l'inverse, la recherche valorise les qualités inqualifiables. La mesure de la vie urbaine se calcule, ou plutôt se joue, dans ce caractère inqualifiable aux dimensions notamment imaginaires, à ce qui est de l'ordre de la liberté.

C'est que la dimension environnementale finit par peser sur la dimension urbaine, elle en change même le statut dans le débat public. Après la révolution industrielle s'est structurée la question sociale. La population ouvrière faisait l'objet de la plus grande attention pour stabiliser les comportements urbains en les polarisant autour de l'entreprise (travail social) et le logement (famille). La vie sociale autour des cafés, des lavoirs qui favorisaient les solidarités horizontales était minimisée au profit des solidarités verticales de la parenté. A partir des années 1970, la politique de la ville compte faire sortir la question sociale de l'entreprise pour la loger dans les quartiers. La question sociale devient urbaine. Au monde du travail se substitue une réalité territoriale. Avec l'avènement de la ville durable, à partir des années 1990, on assiste à la même époque à la chute de l'Union soviétique, à la diffusion de la théorie de la fin de l'Histoire avec l'idée de la démocratie libérale comme horizon indépassable. L'évolution des représentations et la diffusion de leur déclin politique contribuent à faire de la ville durable un consensus légitime, peu enclin à la critique. Elle tend à gommer les questions sociales et urbaines, qui se sont constituées autant comme objet de recherche que comme sujet politique. Il est par conséquent difficile d'appréhender la ville durable, pourtant à visée globale, en dehors de la question environnementale, qui prime comme au-delà politique.

Pour le formuler de façon radicale, l'homme n'est plus au centre de cette question, il ne représente qu'une composante de la chaîne de l'environnement. De la sorte, la ville durable peut conduire à désocialiser les enjeux : les populations deviennent chargées d'une obligation de résultat non plus pour elles-mêmes mais pour un environnement qui les dépasse, puisqu'il s'agit par leurs petits gestes de contribuer à sauver la planète. Cette insertion de l'habitant ou de l'utilisateur dans un écosystème global relégitime donc le rôle des institutions et des acteurs urbains, paradoxalement responsables uniquement d'une obligation de moyens (mettre à disposition un système de tri sélectif, de vélos en libre-service, une enveloppe du bâtiment ou un système de chauffage techniquement efficaces, etc.). Ce retournement des rôles respectifs des populations, des institutions et des acteurs ne va pas sans poser certaines difficultés spécifiques.

## 2. Comprendre en profondeur ce que signifie « habiter » un territoire.

**Claire Delpech**, qui anime l'atelier, précise que parler de quartiers en transition, en tant qu'objets de la ville durable avec sa démarche équivoque, ne donne guère de point d'appui immédiat pour agir. Les concepts que mobilise la ville durable prêtent à des discours de l'entre-soi réservés aux professionnels, alors qu'il s'agit pour les acteurs locaux de dépasser ces limites dans des projets porteurs de dynamique collective, qui parlent au citoyen. Les opérations présentées par **Claire Gelain** montrent que la transition des quartiers se passe beaucoup en dehors des protocoles éprouvés, pour retrouver sinon un langage, au moins un rapport au territoire et à l'habitat plus directement en phase avec les réalités du quotidien. Les programmes d'Aquitanis (office public de l'habitat de Bordeaux métropole) donnent la priorité à l'habitat, plutôt qu'à la production de logement. La démarche part du constat d'un système à bout de souffle et tient compte également des limites de l'expérimentation qui fait la part belle aux technologies, tels que le décrivent les travaux de Vincent Renaud, par exemple. Le métier de bailleur, dès lorsqu'il se définit avec le concept de logement, force à décomposer des fonctions : se loger, se nourrir, se déplacer etc. Mais il est réducteur de chercher seulement à donner vie à une cellule, puisque habiter son logement est aussi habiter un quartier dans un entremêlement des échelles. Il s'avère tout aussi important d'accompagner les réalités que recouvre le territoire, c'est à dire d'intégrer le territoire dans son déploiement à la fois matériel et idéal. Les géographes Guy Di Méo au Michel Lussault ont proposé de nombreuses publications allant dans ce sens. On retrouve cet apport chez Aquitanis qui s'emploie à concevoir son intervention comme portée par le territoire, faisant référence au concept de spatialité pour se faire force de proposition. Devenant « maître de projet » et pas seulement maître d'ouvrage, à condition de se placer à une autre échelle que celle de l'immeuble, et même du quartier.

Le premier exemple est l'opération intergénérationnelle et solidaire Oréa. Des programmes très segmentés existent, conduisant quasiment à des produits tout prêt. L'intention a été au contraire d'expérimenter le premier maillon d'une stratégie de développement durable, avec une enquête. Celle-ci n'a volontairement pas suivi un protocole au sens strict, du fait de son caractère exploratoire. Autour d'un café avec les futurs habitants, une charte d'intention, et donc d'actions concrètes a été mise en place. Bien sûr, le bailleur n'est pas sans hypothèse sur le succès de certaines pistes, comme les jardins partagés. Or, les actions qui ont reçu le meilleur succès sont celles qui se trouvent être à la seule discrétion des habitants. La signature des baux-collectifs volontairement organisée au même moment a constitué une occasion de convivialité qui a permis aux habitants de faire connaissance à un moment qui fait sens pour l'ensemble de la résidence. Le collectif s'est incarné avant l'entrée dans les lieux, comme un point de départ. Plus tard, le bailleur a remarqué la circulation d'un hebdomadaire d'appartement en appartement, a priori anodine, mais qui fait événement. Elle est vecteur de lien social d'autant plus qu'elle est porteuse de sens, en devenant le support d'une conversation sur d'autres sujets que ceux de la gestion ordinaire. Le débat qui suit souligne que la capacitation des habitants peut faire resurgir après de tels projets des données inattendues, des besoins d'espaces pouvant se traduire même par la formulation de revendications, citant l'exemple d'une résidence intergénérationnelle à Poitiers. Le second exemple est l'opération GHI, qui porte sur la requalification de plusieurs centaines de logements initialement voués à la démolition. La logique initiale de dépréciation de l'urbanisme du site s'est totalement inversée puisqu'un classement de la trame urbaine au patrimoine mondiale de l'Unesco a été demandé. La rénovation des appartements a prévu la création des nouveaux espaces : pièces sans usage de type jardins d'hiver en toiture. Un travail sur la somptuosité des lieux, qui traduit la volonté d'accorder de la valeur aux habitants, qui font partie du beau. Le débat qui suit rappelle que les processus de concertation demandent d'être propres à chaque projet et spécifiques par rapport à la réalité des territoires. Ces deux cas illustrent la recherche chez Aquitanis d'une démarche RSE qui s'incarne dans toutes les expérimentations, une exigence que porte en particulier Bernard Blanc (Directeur général d'Aquitanis et Président de l'Institut Hlm de la Rse). Elle se traduit par l'idée de mise en récit, et prend la forme de cahiers rédigés tout au long de chaque projet. Un matériau qui pourrait devenir le corpus pour des travaux de recherche ?

### 3. L'adhésion des habitants n'est pas acquise sur le long terme

Les quartiers en transition sont peut-être d'abord, tout simplement, ceux d'une ville qui accomplit ses propres mutations dans le sens du développement durable. Mais quelles difficultés spécifiques apparaissent dès lors que la première entrée sur les projets devient celle de la question environnementale ? La recherche doctorale de **Juliette Dèche** apporte des éléments sur l'écart qui peut exister entre les acteurs et les habitants. Elle donne un éclairage original sur les processus à l'œuvre derrière la notion d'acceptabilité sociale, avec le sujet du traitement des déchets. Perpétuellement mis à distance, les déchets et tout spécialement les déchets organiques sont très peu étudiés en sciences humaines. Humides, se dégradant rapidement, ils véhiculent des représentations. Celles des porteurs de projets peuvent trancher radicalement avec celles des usagers. La gestion des déchets qui peut-être vue comme un enjeu de gestion, n'a rien d'une référence spontanée du côté des habitants. Le lien entre gestion, tri des déchets et protection de l'environnement n'est pas forcément associé à une éventuelle sensibilité aux problématiques environnementales, ni aux enjeux de protection de la planète. Pourtant, ces pratiques sont admises, mais « parce qu'il faut le faire ». S'observe la recherche d'une valorisation des comportements par rapport à ceux des voisins. Les pratiques sont en fait mises en scène par les dispositifs choisis par les pouvoirs publics, tels que les collecteurs dans l'espace public plutôt qu'au sein des espaces techniques des résidences. Les habitants souhaitent alors y être conforme, sans que la conviction, ni la compréhension du processus, n'entrent en jeu de prime abord.

Le débat qui suit souligne le fait que l'injonction ne peut guère aboutir à des résultats probants sur le long terme, certains schémas de représentations pouvant même conduire à des phénomènes de rejets. Des sujets particulièrement techniques peuvent aussi faire l'objet d'incompréhension, parce que leur maniement heurte le sens commun : des chauffages qui ne chauffent pas, une température d'ambiance ressentie bien en deçà du confort affiché par le bailleur etc. Ces questionnements amènent une réflexion sur la vitesse d'évolution des modes d'habiter face à l'acculturation des pratiques écologiques. Cette durée d'appropriation s'avère bien plus longue que celle nécessaire pour installer un nouvel équipement, dont la pertinence à l'usage et à l'entretien ne peut pas être prouvée a priori, où ont dû moins vocation à s'améliorer. Il y a donc un équilibre à trouver entre une adaptation des modes de vie à marche forcée, et la diffusion lente suscitée uniquement par la recherche conscientisée d'une pratique écologique.

### 4. L'éco-quartier : un idéaltype pour un habitant moyen qui n'existe pas

**François Valegeas** aborde les modalités de l'évaluation de l'ambition du « vivre ensemble » dans les écoquartiers, à partir d'une étude commandée par la Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages, en charge de la démarche ministérielle EcoQuartier. Ce travail a réuni une dizaine de chercheurs et praticiens au sein d'un groupe de réflexion chargé de construire des indicateurs évaluatifs de ce « vivre ensemble ».

Dans les opérations analysées par les participants, et au sein du label EcoQuartier l'appellation de « vivre ensemble » renvoie largement aux objectifs de mixité sociale, accordant une place importante à l'accession sociale à la priorité. La prise en compte de la diversité des modes d'habiter est mise en avant, mais l'observation des profils des ménages traduit plutôt une certaine homogénéité. Les décalages entre une ambition de « vivre ensemble » largement reprise localement et la réalité des pratiques sont d'autant plus importants que la catégorie EcoQuartier masque une grande diversité de quartiers, de projets, de contextes urbains et sociaux.

Mais comment concevoir une évaluation systématique, focalisée sur la qualité de vie effective, à partir du « vivre ensemble » ? A travers les groupes de travail, une recherche méthodologique a été organisée sur la base d'une série de principes. D'abord, l'ambition d'une méthode globale qui articule entre eux une série d'indicateurs, adaptable au contexte, qui traduisent les intentions mais surtout les résultats des performances réelles (et non théoriques ou souhaitées), et en mesure d'être un outil qui fasse progresser les pratiques locales. L'évaluation du vivre ensemble se focalise alors sur des thèmes clés : la mixité fonctionnelle et les dynamiques urbaines ; la solidarité et la responsabilité publique ; la diversité sociale et l'altérité ; la fabrique sociale et politique du vivre ensemble ; de l'intimité au collectif. L'objectif est d'amener les porteurs de projets à questionner leurs pratiques sous trois approches : les stratégies/objectifs du projet, les moyens/leviers mobilisés et les résultats/effets réels. Ces travaux permettent de balayer un large spectre des discours véhiculés sur les écoquartiers, en les confrontant à leur réalité, avec l'intérêt de placer l'évaluation sous l'angle de la réalité vécue des habitants, au lieu de la seule question environnementale qu'illustre, par exemple, la mesure de la biodiversité.

Ce contexte d'incitation au changement dans les quartiers en transition, comme l'explique **Nadine Roudil**, représente un moment de confrontation entre l'intention des politiques publiques et la résilience urbaine, sous le regard des habitants, plus ou moins réceptifs. L'exemplarité revendiquée dans la conception architecturale, urbaine sert de modèle pour une ville sobre dont la dimension technique reste prépondérante. Cette dimension technique peut même placer les pratiques du logement sous l'injonction de

l'utilisation de la technique. Un modèle générique apparaît alors, qui diffuse un prétendu bien habiter. La régulation de la consommation énergétique telle que la traduisent les lois Grenelle en France donne forme à des bâtiments qui ont vertu de loi. Dans les quartiers en transition, dont le projet comprend toujours un volet sur l'articulation entre logement et transport, autrement dit la combinaison « BBC » (bâtiment basse consommation), mobilité douce et transports en commun, des résultats très précis sont attendus. Pour cela, des dispositifs techniques sont mis en place par le biais du portrait d'un habitant moyen qui de fait n'existe pas. Des scénarios sont élaborés sur la figure d'un consommateur ordinaire, basé sur des comportements types avec référentiels associés. Des effets de seuils peuvent être mesurés et les comportements déviants préalablement identifiés. Cette réalité technique est par nature désincarnée, bien différente de la réalité des modes de vies. Pour la compenser, de la documentation est diffusée. Le procédé laisse une latitude à l'habitant, exerçant sa liberté d'autant plus cruciale lorsque les recommandations (les consignes ?) touchent à des dimensions intimes. Il est intéressant de relever la très grande continuité depuis le milieu du XIXe siècle du principe des consignes données aux habitants, qui créent par injonction le confort. La réalité de cette ville durable s'expérimente de façon privilégiée sur les populations les plus pauvres, qui sont contraintes de rester. Les propriétaires quant à eux, sont plus volatiles. Les habitants du logement social restent, ce qui peut entraîner, pour la continuité du renouvellement urbain, un renouvellement de la mixité existante.

## Conclusion

Pour **Jérôme Boissonade** qui conclut l'atelier, la question environnementale se voit chargée d'une nouvelle légitimité qui se traduit dans une ville sobre véhiculant une violence symbolique. Le principe de légitimité des habitants placé au centre des projets, se voit remplacé par le principe environnemental. Pourquoi des jardins partagés, le compostage, quand on n'a rien demandé ? Comment se projeter dans de telles réalités, lorsqu'on doute d'avoir demain encore un emploi, de pouvoir conserver son logement. Cette dimension de la violence symbolique est difficile à prendre en compte, puisqu'il s'agit juste avec la dimension environnementale de répondre à une urgence nouvelle de façon efficace. La construction de sa légitimité se pose donc à l'action publique. Elle touche en effet à la conception du vivre ensemble. Soit le vivre ensemble est considéré comme un bien en soi atteint ou pas grâce à des espaces qui l'autorisent. Dans ce cas, il est donc mesurable par des indicateurs finaux. Soit le vivre ensemble est considéré comme pouvant résulter de chacun des acteurs participant à la chaîne de production de l'urbain. Dans cette deuxième hypothèse, il s'agit donc moins de reconnaître les signes attendus du "Vivre ensemble", que de repérer les potentiels de chacune des actions qui concourent ou qui pourraient prendre part au projet. L'alternative pour les acteurs urbains peut se résumer ainsi : anticiper le prévisible pour garder la maîtrise du projet ou au contraire susciter les bifurcations pour mieux accompagner une ville appropriable.

\*  
\*       \*  
\*

## Animation de l'atelier

- **Claire Delpech**, responsable finances locales, fiscalité, politiques locales de l'habitat, Assemblée des communautés de France

## Les intervenants :

- **Jérôme Boissonade**, architecte, maître de conférence en sociologie à l'Université du Littoral Côte d'Opale, chercheur au LAVUE (AUS), animateur de l'atelier « développement durable et acceptabilité sociale » (réseau ACDD - GIS REHAL)
- **Claire Gelain**, responsable développement durable et performance RSE, Aquitanis
- **Juliette Dèche**, doctorante au Lab'urba
- **François Valegeas**, docteur en urbanisme, Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche à l'Ecole d'Urbanisme de Paris, chercheur associé au Lab'urba
- **Nadine Roudil**, sociologue, professeur des universités à l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon, CRH-UMR Lavue

## Préparation :

- **Dominique Belargent**, responsable des partenariats institutionnels, l'Union sociale pour l'habitat

## Pour aller plus loin

**Boissonade Jérôme**, *La ville durable controversée. Les dynamiques urbaines dans le mouvement critique*, Paris, éditions Petra, Collection "Pragmatismes", mars 2015, 486p.

« Le développement durable face à ses épreuves. Les enjeux pragmatiques des écoquartiers », *Quelle ville durable ?*, Espaces et sociétés, n°147, déc. 2011, p. 57-75,

**Citron Paul**, Les écoquartiers, une exception française de plus. Analyse quantitative de 186 projets issus de l'appel à projets EcoQuartier 2011

**Dèche Juliette**, *La participation citoyenne à la gestion des déchets : Étude sur le compostage de proximité*. Projet de thèse

**Di Méo Guy, Buléon Pascal (dir.)**, *L'espace social : Lecture géographique des sociétés*, Armand Colin, collection U, 2005

**Di Stefano Maria**, *Un éco-quartier dans la ville : analyse socio-urbaine, pratiques, dispositifs participatifs*. Thèse en préparation sous la direction de Didier Desponds et de Beatrice Ledesert.

**Emilianoff Cyria (dir.)** *Quelle ville durable*, Espaces et sociétés, 4/2011, janvier 2012

**Morand Ludovic**, *Habiter un quartier durable : enjeux socio-environnementaux et modes d'appropriation. Contribution à l'analyse d'un modèle urbain*. Thèse en cours sous la direction de Suzanne de Cheveigné et Florence Bouillon

**Louvet Laurie**, Les modes d'habiter en écoquartier Thèse en cours sous la direction d'Anne Monjaret

**Lussault Michel**, *L'homme spatial*, Seuil, 2007

**Renauld Vincent**, *L'habitat écologique à l'épreuve de son public*, EspacesTemps.net, Travaux, 25.03.2013

**Valegeas François**, *Concevoir et habiter un quartier dit durable : injonctions écologiques et dynamiques collectives à Beauregard (Rennes) et les Brichères (Auxerre)*. Thèse soutenue le 25 novembre 2014 sous la direction de Frédéric de Coninck

**Valegeas François**, *L'évaluation du vivre ensemble dans les écoquartiers*, 2015